

05 Sep 2025 -16:10

Appartient à [Conseil des ministres du 5 septembre 2025](#)

## Corrections concernant les visites de médecins dans un centre de soins résidentiels, une maison de repos ou une maison de repos et de soins

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé quatre projets d'arrêté royal concernant les visites de médecins auprès des patients séjournant dans un centre de soins résidentiels, une maison de repos ou une maison de repos et de soins.

Les modifications concernent les visites des médecins généralistes, des médecins généralistes avec droits acquis et des médecins spécialistes auprès des patients séjournant dans un centre de soins résidentiels, une maison de repos ou une maison de repos et de soins. Le projet consiste à rectifier l'article 2 de la nomenclature, l'article 37bis de la loi AMI concernant l'intervention personnelle, l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle, et l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 septembre 2015 relatif au régime du tiers payant.

Le projet prévoit également une modification de la règle interprétative 01 de l'article 2 de la nomenclature. En effet, le présent projet corrige officiellement les problèmes relevés dans le projet initial. Un seul honoraire est appliqué, c'est pourquoi la référence aux prestations 106610 et 106691 est supprimée. De plus, dans ce même article, la formulation « un woonzorgcentrum (WZC), une maison de repos (MRPA) ou une maison de repos et de soins (MRS) » remplace « centre d'hébergement et de soins ».

Les projets sont transmis pour avis au Conseil d'Etat.

*Projet d'arrêté royal modifiant l'article 37bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

*Projet d'arrêté royal modifiant l'article 2 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités*

*Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance soins de santé dans les honoraires de certaines prestations*

*Projet d'arrêté royal portant modification de l'annexe à l'arrêté royal du 18 septembre 2015 portant exécution de l'article 53, § 1er, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, relatif au régime du tiers payant*

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Frank Vandebroucke, Vice-premier ministre et ministre des  
Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte  
contre la pauvreté  
Rue de la Loi 23  
1040 Bruxelles  
Belgique  
<https://vandenbroucke.belgium.be>  
[info@vandenbroucke.fed.be](mailto:info@vandenbroucke.fed.be)

Sandrine Daoud  
Porte-parole (FR)  
+32 472 02 84 14  
[sandrine.daoud@vandenbroucke.fed.be](mailto:sandrine.daoud@vandenbroucke.fed.be)

Cheryl Isenge  
Porte-parole (FR)  
+32 479 15 67 58  
[Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be](mailto:Cheryl.Isenge@vandenbroucke.fed.be)

Arne Brinckman  
Porte-parole (NL)  
+32 476 28 83 13  
[arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be](mailto:arne.brinckman@vandenbroucke.fed.be)

Billy Buyse  
Porte-parole (NL)  
+32 496 47 44 87  
[billy.buyse@vandenbroucke.fed.be](mailto:billy.buyse@vandenbroucke.fed.be)